SUITE À L'APPARITION DE DEUX CAS DE CORONAVIRUS

Les futurs hadjis sont-ils en danger ?

L'équipe de médecins faisant partie de la mission du Hadj sera renforcée à titre préventif et en raison de la menace coronavirus en Arabie Saoudite, a annoncé hier Slim Belkessam, le conseiller chargé de la communication au ministère de la Santé. Le responsable a aussi déclaré qu'en attendant la saison du Hadj, l'Algérie appliquera scrupuleusement les recommandations que l'OMS pourrait émettre concernant les consignes liées au déplacement vers les Lieux-Saints de l'islam suivant l'évolution de la maladie.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - La menace coronavirus est toujours présente en Arabie Saoudite à la veille de la Omra du Ramadhan qui est connue pour drainer un nombre important de pèlerins et de la saison du Hadj. Toutefois, le ministère de la Santé se veut rassurant et assure qu'à ce jour, la menace reste minime du fait que si la transmission de l'homme à l'homme est possible, elle reste faible.

A l'approche de la saison du Hadj, il y a selon Slim Belkessam plusieurs éléments à prendre en considération, il s'agit en premier lieu du fait que la capacité du virus de se transmettre de l'homme à l'homme reste faible. «La situation en Arabie Saoudite notamment est actuellement suivie par l'Algérie et par l'OMS. Selon l'évolution de la situation, nous prendrons toutes les mesures adaptées. Il faut savoir que l'Algérie a ratifié le règlement sanitaire international qui s'impose à la législation locale», a précisé le responsable notant que dans ce cadre, l'Algérie appliquera scrupuleusement les recommandations de l'OMS concernant les consignes liées au déplacement vers les Lieux-Saints de l'islam.

A ce jour, l'OMS n'a pas émis de restriction pour les échanges de marchandises et de personnes en rapport avec la menace coronavirus.

Le directeur de la prévention au ministère de la Santé de la Population et de la Réforme hospitaliére, Smaïl Mesbah a aussi précisé sur les ondes de la Radio Chaîne 3 qu'actuellement, seulement 532 cas de coronavirus ont été signalés dans le monde, la maladie étant apparue en février 2012. «Le comité d'experts de l'OMS a conclu qu'il n'y a pas de signe probant de transmission interhumaine forte mais nous restons toutefois vigilants», a déclaré Smaïl Mesbah.

Photo : DR

Les hadjis algériens recevront un quota de masques.

Selon Slim Belkessam, au moins un centre d'isolement par wilaya sera aussi installé en prévision d'éventuels nouveaux cas de coronavirus. C'est suite à une décision du Premier ministre que sera renforcée l'équipe de la mission médicale lors de la prochaine édition du Hadj actuellement en préparation.

Les moyens logistiques selon Slim Belkessam seront aussi renforcés.

Cette semaine, deux personnes revenues de la Omra étaient atteintes du coronavirus, l'une originaire de Tlemcen et l'autre de Koléa et sont actuellement hospitalisées. Désormais donc, les pèlerins recevront avant leur départ un quota de masques et bénéficieront de séances d'information et de sensibilisation individuelles.

Selon le responsable, des séances de formation seront aussi destinées aux imams et aux mourchidate pour qu'ils puissent à leur tour prodiguer des conseils sanitaires accompagnés de dépliants au profit des pèlerins.

Pour sa par, Smaïl Mesbah a annoncé qu'un dispositif d'alerte et de surveillance est mis en place. La surveillance concerne aussi les postes frontaliers, selon le directeur de la prévention qui évoquera aussi le laboratoire de coronavirus dont l'Algérie est la seule à disposer au niveau africain.

Lors de l'émission «l'invité de la rédaction», Smaïl Mesbah déclare que toute personne revenue d'Arabie Saoudite avec des symptômes comme la toux, la fièvre ou une gêne respiratoire, est hospitalisée, isolée prélevée et traitée si nécessaire.

Actuellement selon le responsable, le travail de prévention se fait en collaboration avec l'Office national du Hadj et de la Omra.

F.-Z. B.

YOUSFI À PROPOS DU GAZ DE SCHISTE :

«Tout ce qui est écrit est exagéré»

Le débat sur l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels tels les gaz de schiste, le ministre de l'Energie le qualifie d'«exagéré». Youcef Yousfi estime que la valorisation de cette ressource relève d'une quête d'« indépendance énergétique et financière».

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Tout ce qui est écrit est un peu exagéré», déclarait hier le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, à propos de l'exploitation des gaz de schiste et autres hydrocarbures non conventionnels.

Ayant reçu en audience le Secrétaire américain à l'Energie, Ernest Moniz, le ministre algérien de l'Energie a indiqué que les deux parties «en ont convenu». Certes, Youcef Yousfi reconnaît que la valorisation de ces hydrocarbures génère des risques potentiels liés à l'utilisation de l'eau, l'introduction de produits chimiques et à la contamination des nappes aquifères.

Une problématique abordée justement lors des discussions tenues par les deux ministres, indique-t-il, tout en considérant, ce faisant, que l'exploitation de telles ressources est possible, sur la base d'une «réglementation» et en prenant des «mesures de très grandes précautions». Néanmoins, ces risques «ne sont pas supérieurs», assure Yousfi, à ceux liés à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels ou pour toute activité industrielle.

Or, Youcef Yousfi estime que la question de l'indépendance énergétique constitue «une très grande préoccupation» pour l'ensemble des pays, voire une question «vitale». Ainsi, l'Algérie est disposée à développer «toutes les solutions», y compris les sources d'énergies renouvelables (le solaire…) ainsi que le nucléaire et les ressources non conventionnelles, affirme le ministre de l'Energie qui considère que la valorisation des gaz de schiste et autres vise à garantir «deux indépendances». Soit «l'indépendance énergétique à long terme et l'indépendance financière», dira Youcef Yousfi, estimant qu'ainsi l'Algérie aura toute latitude et liberté de se développer par ses propres moyens.

Photo : Samir Sid

Yousfi rassurant.

De fait, le ministre de l'Energie indiquera que des tests sont déjà effectués au niveau de certains bassins sédimentaires contenant des hydrocarbures de schiste et compacts.

Des tests destinés à évaluer le potentiel et la qualité de la roche-mère ainsi que «la faisabilité technique et économique» de l'exploitation desdits hydrocarbures, indique le ministre de l'Energie. Et une indépendance énergétique dont les Etats-Unis sont proches, observe Youcef Yousfi, concernant tant le gaz que le pétrole à terme.

Le ministre de l'Energie prend acte, de fait, de «la révolution en cours» aux Etats-Unis, de «leur prééminence» dans le domaine de l'exploitation des hydrocarbures de schiste. Et une expertise dont les Etats-Unis souhaitent faire bénéficier l'Algérie, assurera de son côte le Secrétaire américain à l'Energie, Ernest Moniz. Hôte de l'Algérie à l'occasion de la 47e Foire internationale d'Alger dont son pays est l'Invité d'honneur, Ernest Moniz relèvera ainsi l'intérêt de son pays à développer le transfert d'expertise dans le domaine du non-conventionnel et à profiter des opportunités offertes en Algérie grâce à la révision du cadre législatif et réglementaire régissant les hydrocarbures. Mais aussi dans le cadre du processus en cours d'attribution de blocs de recherche et exploitation d'hydrocarbures, assure-t-il, en indiquant que «les sociétés américaines sont très intéressées».

Prônant le développement des partenariats public-privé, Ernest Moniz évoquera également l'intérêt de l'establishment pétrolier américain à développer le transfert d'expertise dans le domaine de l'offshore.

Mais aussi dans le domaine de la génération électrique à base nucléaire, le Secrétaire américain laissant entendre la disponibilité des Etats-Unis à participer au développement projeté du nucléaire civil en Algérie. En ce sens, Youcef Yousfi indiquera que des études sont en cours aux Etats-Unis pour la réalisation de petites centrales électronucléaires.

L'opportunité pour les deux parties d'évoquer le partenariat croissant entre le groupe algérien Sonelgaz et la firme américaine General Electric dans le domaine de la construction de turbines et la génération électrique.

De même que la formation constitue un axe majeur dans le renforcement de la coopération énergétique bilatérale cible, indique Youcef Yousfi.

C. B.

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

La Caci pour le partenariat de production

Le président de la Caci estime qu'il est temps de dépasser le stade des échanges commerciaux dans le cadre des partenariats étrangers. Pour lui, l'Algérie a besoin de transfert de technologies et de savoir-faire, de la création d'emploi et de richesses.

Dotée d'une «stabilité financière», l'Algérie offre actuellement beaucoup de potentialités économiques. «Notre pays est un grand marché. Il est le meilleur dans toute la région», assure Tahar Kellil, président la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), hier lors d'une rencontre d'affaires algéro-belge, tenue à Alger.

Il rappelle ainsi les échanges commerciaux algéro-belges qui ont atteint 2,81 milliards de dollars en 2013 et de l'ordre de 9,97 durant le premier trimestre 2014. Des échanges économiques et commerciaux qu'il souhaite voir intensifiés et développés.

Néanmoins, le président de la Caci estime que les besoins de l'Algérie ont changé. «Nous ne voulons pas rester uniquement au stade des échanges commerciaux. Nous voulons aussi aller vers le partenariat de production, de création d'emploi et de richesse», a-t-il précisé.

Il est également question de transfert de technologies et du savoir-faire puisque poursuit-il, «nos PME et PMI cherchent à se mettre à niveau. Grâce à ce genre de partenariat, ces entreprises pourraient se développer, devenir compétitives et exporter leurs produits».

De son côté, l'ambassadeur de la Belgique en Algérie, Frédéric Meurice, a qualifié le taux d'échange entre les deux pays de «très important». «Nous avons des volumes d'affaires qui sont significatifs qui font de l'Algérie le deuxième partenaire économique de la Belgique, en Afrique après l'Afrique du Sud. C'est certainement de très loin notre premier partenaire économique en Afrique du Nord», a-t-il souligné.

Il a, par ailleurs, indiqué que l'Algérie doit être consciente des difficultés qui ne favorisent pas l'investissement et ce malgré ses atouts, notamment les carnets de commande très importants et les importantes réserves financières.

Pour lui, les investissements se font à partir du moment où des courants d'affaires sont créés.

Et de s'interroger : «Est-ce que l'Algérie a mis en place l'ensemble des mécanismes pour favoriser ces échanges et partenariats ? Est-ce que leur application sera suffisamment souple ? ».

Rym Nasri